

Nationale relatif au *Bulletin officiel du Registre du Commerce et du Registre des Métiers*, n° 6814.

— Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 1<sup>er</sup> janvier 1949 précisant que les relations douanières entre l'A. E. F. et le Cameroun seront réglées par une convention approuvée par les Hauts-Commissaires de ces deux territoires, n° 7887. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 22 mars 1949 approuvant une délibération prise par le Conseil d'administration du Cameroun du 29 octobre 1948 demandant la modification des articles 43 et 44 du décret du 17 février 1921 relatif au fonctionnement du Service des douanes dans ce territoire, n° 7888.

— Le 24 novembre 1949, une proposition de loi modifiant les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir, n° 8488. — Le 15 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-sarroise en matière de propriété industrielle du 15 décembre 1948, n° 8721.

— Le 30 décembre 1949, une proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, relative aux prix et l'ordonnance n° 45-1484, relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 8911. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la procédure des recouvrements fiscaux par prélèvement sur les comptes courants postaux, n° 10074. — Le 3 janvier 1951, une proposition de loi modifiant la loi du 11 octobre 1946 instituant les services médicaux du travail, n° 11844. — Le 21 février 1951, une proposition de loi portant organisation de l'artisanat, n° 12298.

#### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre au sujet du scandale des importations irrégulières des textiles [16 novembre 1948] (p. 6990).  
= S'excuse de son absence [2 juin 1949] (p. 3044).

**DUFOUR (M. André)**, Député de l'Isère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10804), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 965), [J. O. du 21 janvier 1949] (p. 817); — Est nommé membre de la Commission des moyens de communications et du tourisme [14 juin 1949] (p. 3347), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); — Est élu vice-président de la Commission de comptabilité [25 janvier 1950] (**F. n° 500**). [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

#### Dépôts :

Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une médaille aux prisonniers civils, déportés, otages et internés de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945, n° 1488. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation journalière d'attente accordée aux sinistrés et aux réfugiés nécessiteux, dont le taux actuel a été fixé par l'ordonnance n° 45-39 du 8 janvier 1945 ainsi qu'à relever le plafond des indemnités et ressources admises pour bénéficier de cette allocation, n° 1973. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi tendant à l'exonération et au remboursement du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948 et de l'impôt sur les bénéficiaires agricoles, les agriculteurs victimes des récentes inondations de l'Isère ayant entraîné une perte de récolte, n° 4870. — Le 12 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à permettre aux travailleurs bénéficiaires des congés payés d'avoir accès à tous les trains de voyageurs quelle que soit la date de départ. **n° 7858.** — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer; 2° la franchise postale, **n° 8648.** — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Mudry et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour favoriser la percée d'un tunnel routier sous le Fréjus afin d'assurer une liaison routière rapide France—Italie, **n° 8649.** — Le 16 décembre 1949 une proposition de résolution tendant à la renonciation par les membres de l'Assemblée Nationale à l'augmentation prévue, en application des dispositions sur le reclassement de la fonction publique, de l'indemnité parlementaire, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1950, **n° 8751.** — Le 3 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic des voyageurs et des messageries sur la ligne de chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (Isère), **n° 9170.** — Le 23 février 1950, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les tuberculeux la carte de priorité pour les transports, **n° 9329.** — Le 14 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'école préparatoire de médecine de Grenoble en école de plein exercice, **n° 9482.** — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic des voyageurs et des messageries sur la ligne de chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (Isère), **n° 10055.** — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de commu-

nication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer; 2° la franchise postale, **n° 10304.** — Le 3 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les ouvriers et leur employeurs victimes des dégâts occasionnés par l'avalanche qui est venue s'écraser à l'Alpe de Venosc (Isère) sur les ardoisières exploitées par un petit industriel réduisant au chômage et à la misère les ouvriers de l'entreprise et causant 10 millions de dégâts, **n° 12661.** — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 11982) de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer le service de cars Grenoble—Bourg desservant les régions de Morestel, Montalieu (Isère), Lagnieu (Ain) et réclamé par les assemblées départementales et locales de l'Isère et de l'Ain, **n° 12806.** — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 12710) de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à tous les soldats, appelés ou rappelés de la métropole, des territoires occupés ou en garnison en Afrique, la franchise postale pour la correspondance, ainsi que pour les colis de vêtements et denrées alimentaires qui leur seront expédiés par leurs familles, **n° 12973.**

#### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Loire-Inférieure [28 novembre 1946] (p. 19) — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A. : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de la guerre* [21 juillet 1947] (p. 3327, 3328, 3330); Chap.

700 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le corps des assimilés spéciaux* (p. 3330, 3334); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6275). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Secours aux victimes des inondations de l'Isère*) [24 juin 1948] (p. 3908, 3909) — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à apporter des secours aux victimes des inondations des Alpes : *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3915); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4448); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Emplois réservés)* [6 août 1948] (p. 5424, 5425); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Discussion générale (Incidents de Grenoble)* [20 septembre 1948] (p. 6755, 6756, 6757). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Grenoble et l'activité des groupes armés du R. P. F. [20 septembre 1948] (p. 6759); *la développe* [21 septembre 1948] (p. 6793 et suiv.) — Est entendu sur les conclusions d'un rapport concernant les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Relèvement de l'indemnité parlementaire)* [2 décembre 1948] (p. 7337). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre; Chap. 100 : *Traitement du personnel (Application du statut des déportés et internés de la Résistance)* [19 mai 1949] (p. 2674); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6926); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 40 : *Son amendement tendant à réserver les crédits destinés à la majoration de l'indemnité parlementaire* [27 décembre 1949] (p. 7415); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire*

*de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Primes de chaussures et de bicyclettes)* [3 mai 1950] (p. 3220, 3221); *le retire* (p. 3221); Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les primes de rendement* (p. 3223); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents de bureaux des ponts et chaussées* [7 juin 1950] (p. 4399); Chap. 1240 : *Ouvriers du parc des ponts et chaussées* (p. 4403); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; Travaux neufs, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS, Chap. 9079 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le plan de régularisation de l'Isère* [20 juillet 1950] (p. 5676); — du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité des députés* [12 décembre 1950] (p. 8922, 8923); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses* (p. 8923, 8924); *Amendement de M. Deixonne tendant à n'attribuer qu'une seule indemnité à deux parlementaires mariés ou vivant en concubinage* (p. 8926); *Amendement de M. Triboulet tendant à interdire la délégation de l'indemnité parlementaire à un parti ou une association* (p. 8926, 8927); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5130 : *Indemnités à la S. N. C. F. pour compenser des réductions sur le tarif voyageurs* [9 décembre 1950] (p. 9303); Art. 2 : *Amendement de M. Poumadère tendant à ne supprimer aucun atelier de la S. N. C. F. et à ne licencier aucun cheminot* [22 décembre 1950] (p. 9480, 9481); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1200 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des bases aériennes* [14 mars 1951] (p. 1931); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 5040 : *Subvention à Air-France (Aviation américaine en France)* [25 avril 1951] (p. 3956, 3957); P. T. T., Chap. 1070 : *Son amendement*

tendant à rétablir les crédits pour le service des lignes (*Suppression d'emplois*) [2 mai 1951] (p. 4431); Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de chaussures et de bicyclettes)* (p. 4466); Article additionnel : *Amendement de M. Juge tendant à accorder la franchise postale aux soldats en garnison en Afrique du Nord* [4 mai 1951] (p. 4518); *Sous-amendement de M. Baylet tendant à prévoir un règlement d'administration publique* (p. 4519); — du projet de réalisation relatif au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique en 1949 : *Discussion générale (Cabinet de M. Jouhaux)* [11 mai 1951] (p. 5024).

### **DULIN (M. André), Sénateur.**

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*

(Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7134). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

### **DUMAS (M. Joseph), Député de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).**

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la justice et de législation [24 février 1948] (p. 998). — Est élu secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### **Dépôts :**

Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à régler vis-à-vis du Gouvernement français la situation des fonctionnaires détachés de la Métropole et incorporés au cadre chérifien, **n° 1078**. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les règles de titularisation des auxiliaires âgés de plus de 60 ans, **n° 1390**. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, **n° 2221**. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de lois : 1<sup>o</sup> de M. Silvandre et plusieurs de ses collègues tendant à faire attribuer le siège de la Côte d'Ivoire, actuellement vacant, au territoire de la Haute-Volta, et à faire procéder à une élection partielle dans ce territoire; 2<sup>o</sup> de M. Guissou transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à faire procéder à une élection partielle pour l'Assemblée Nationale dans le territoire de la Haute-Volta, **n° 3507**. — Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : 1<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta; 2<sup>o</sup> la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta, **n° 3821**. — Le 9 août 1948, une proposition de loi tendant à instituer un Code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 4942**. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à un retour de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives, **n° 6377**. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à favoriser l'intégration des travailleurs dans l'entreprise,